

[\(retour\)](#)

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE  
FRIBOURG**

**VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG**



**RAPPORT**  
**sur l'activité du Tribunal administratif et**  
**sur l'état général de la juridiction administrative**  
**pour l'année 2001**

**BERICHT**  
**über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und**  
**über den Stand der Verwaltungsjustiz**  
**im Jahr 2001**

**AU GRAND CONSEIL  
DU CANTON DE FRIBOURG**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la loi d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du Tribunal administratif et sur l'état général de

la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2001.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 1er mars 2002

Le Greffier-chef:

**Bernardo Stadelmann**

Le Président:

**Josef Hayoz**

## AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

*Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990 den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2001 zu unterbreiten.*

*Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.*

*Givisiez, 1. März 2002*

*Der Chefgerichtsschreiber:*

**Bernardo Stadelmann**

*Der Präsident:*

**Josef Hayoz**

Partie générale

Allgemeiner Teil

## I. PERSONNEL

### A. Juges

Dans le rapport d'activité 1999, il avait été annoncé que les présidents des Cours administratives occuperaient cette fonction pendant deux ans. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la I<sup>ère</sup> Cour administrative est présidée par la juge *Gabrielle Multone*, la II<sup>ème</sup> Cour par le juge *Michel Wuilleret* et la III<sup>ème</sup> Cour par la juge *Marianne Jungo*. Les nouveaux présidents resteront en fonction pour une durée de deux ans.

*M. Gabriel Jelk*, assesseur-suppléant auprès de la Cour des assurances sociales, a présenté sa démission au 30 juin 2001. Le 6 avril 2001, le Grand Conseil a élu son successeur en la personne de *M. Bruno Boschung*, qui est entré en fonction le 1<sup>er</sup> juillet 2001. Pour raison d'âge, *M. Maurice Gremaud*, assesseur-suppléant auprès de la Cour fiscale, a également présenté sa démission. Le Grand Conseil a élu, le 20 juin 2001, *Me Jean-Marc Vionnet* comme assesseur. Ce dernier est entré en fonction le 25 juin 2001.

### B. Greffe

En 2001, plusieurs greffiers-rapporteurs ont quitté le Tribunal administratif pour assumer une nouvelle fonction au sein de l'Administration fédérale ou du Tribunal fédéral:

*Me Claude Schenker*, greffier-rapporteur auprès de la Cour des assurances sociales, a présenté sa démission avec effet au 19 juin 2001, afin d'assumer la fonction de collaborateur personnel du Directeur de la Direction du droit international public, à Berne.

*Me Claude-Emmanuel Dubey*, greffier-rapporteur auprès de la Cour fiscale, a démissionné avec effet au 30 juin 2001. Après six ans et demi passés au service de cette Instance cantonale, il a décidé de relever un nouveau défi professionnel en tant que greffier au Tribunal fédéral, à Lausanne. Pour le remplacer, le Tribunal a engagé *Mme Elisabeth Rime Rappo*, greffière auprès du Tribunal administratif du canton de Vaud et précédemment juriste auprès du Service cantonal des contributions du canton de Fribourg durant 14 ans.

*Me Antonio Fossetti*, engagé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001 comme greffier-rapporteur en remplacement de *Me Schenker*, a fait un très court passage au Tribunal administratif, puisqu'il a décidé de répondre à l'appel de la Commission fédérale des banques, dès le 1<sup>er</sup> octobre 2001 déjà.

Le Tribunal administratif a engagé *Mme Marjorie Jaquet*, juriste auprès de l'Office des constructions et de l'aménagement du territoire du canton de Fribourg, comme nouvelle greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales, dès le 12 novembre 2001.

Ces changements de personnel ont entraîné quelques mois de vacance et nécessité une période de transition liée d'une part à l'adaptation des nouveaux collaborateurs et d'autre part à la reprise des anciens

dossiers par ceux-ci.

Dans le cadre des mesures prises pour faire face à l'augmentation du nombre d'affaires en souffrance devant le Tribunal administratif durant ces dernières années (cf. les précédents rapports d'activité), le Tribunal a obtenu au budget 2001 un crédit spécial pour l'engagement temporaire de personnel supplémentaire. C'est ainsi qu'il a pu renouveler pour une année l'engagement de *Me Marc Boivin* à 70% et engager *Me Elena Olivera* à 50%, comme greffiers-rapporteurs ad hoc auprès de la Cour des assurances sociales. Ce crédit a également permis d'augmenter temporairement le taux d'activité de *Mes Arthur Lehmann et Claude Schenker*, tous deux greffiers-rapporteurs auprès de la Cour des assurances sociales.

*Me Johannes Frölicher*, greffier-rapporteur à mi-temps auprès de la Cour des assurances sociales, a été réélu au 1<sup>er</sup> janvier 2001 par le Conseil fédéral comme Vice-Président de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents, pour une nouvelle période administrative. Le 19 décembre 2001, il a été, en outre, élu par le Conseil fédéral comme juge auprès de la Commission fédérale de recours pour les produits thérapeutiques, nouvellement créée au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Dans le cadre de leur formation d'avocat, *Marc Sugnaux*, *Claudio Buchs* et *Giuliana Piselli* ont accompli un stage de greffier/ères.

### **C. Secrétariat**

Suite à l'accouchement de son premier enfant, *Mme Sylvie Rolle* a réduit son taux d'activité à 50%. La place de responsable de la réception à plein temps qu'elle occupait auparavant a été reprise par *Mme Martine Arm*, déjà secrétaire à mi-temps. En outre, le congé maternité de Mme Rolle a été prolongé par un congé non payé de cinq mois, afin de lui permettre, selon son désir, de s'occuper de son bébé.

Cette absence a été comblée en partie par une augmentation anticipée de l'activité de Mme Arm, par une collaboration accrue de *Mme Manuëla Hain*, secrétaire bilingue à 20%, et des deux apprentis, actuellement en deuxième et en dernière année de formation, ainsi que par l'apport d'une personne au chômage, en stage de réinsertion au Tribunal administratif.

Le Tribunal administratif a ainsi continué à participer au programme d'aide aux chômeurs mis en place par l'Etat de Fribourg et a engagé deux personnes dans le cadre de programmes d'emploi temporaire. Après quelques mois de stage, l'une d'elles (âgée de plus de cinquante ans) a retrouvé une place de travail stable. Toutes les personnes ayant suivi, jusqu'à ce jour, le programme d'aide aux chômeurs auprès du Tribunal administratif ont ainsi retrouvé une nouvelle activité professionnelle. La participation à ce programme constitue une expérience fort positive, tant pour la personne concernée que pour le Tribunal qui bénéficie, en même temps, du grand engagement et de la motivation de ces personnes ainsi que d'un travail de qualité.

## II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

### A. Remarques générales

Le nombre des *nouvelles affaires enregistrées* en 2001 auprès du Tribunal administratif (1218 unités) a diminué de 14,6% par rapport à l'année précédente (1426 unités).

Les diminutions concernent en particulier la III<sup>e</sup> Cour administrative (-27%) et celle des assurances sociales (-14%). Cette dernière Cour comptabilise toutefois encore 656 nouveaux dossiers, ce qui représente, comme les années précédentes, plus de la moitié (54%) des nouvelles affaires enregistrées par le Tribunal administratif.

Le nombre *d'affaires liquidées* par l'ensemble du Tribunal (1436 dossiers) a été, à nouveau, supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées. Si ce chiffre est, certes, de 10% inférieur au résultat de l'année précédente, c'est que le Tribunal s'est occupé à clôturer quelques procédures importantes. Parmi les dossiers liquidés, 171 dataient encore de 1999, 43 de 1998 et 24 d'avant.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours du Tribunal ressortent de la partie statistique du présent rapport.

Malgré la diminution des nouvelles entrées, le volume des affaires reste très élevé, ce qui peut entraîner des carences au niveau de la qualité de l'appréciation judiciaire des causes, vu l'exigence d'un déroulement rapide des procédures. Avec un nombre si élevé de dossiers, l'examen approfondi des questions juridiques soulevées pourrait être compromis. L'introduction du système de l'avance des frais et l'élargissement des compétences des présidents des Cours, demandés déjà à plusieurs reprises, contribueraient à décharger le Tribunal.

### B. I<sup>ère</sup> Cour administrative

En 2001, la I<sup>ère</sup> Cour a été amenée à se pencher de manière particulière sur le domaine de l'école et de la formation. Les questions de changement de cercle scolaire pour raison de langue ont démontré la difficulté de concilier le principe de territorialité des langues avec celui de leur liberté. Sous cet angle, l'arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001 cassant une des décisions du Tribunal administratif ne constitue probablement pas la réponse définitive au problème dès lors que, se fondant sur les circonstances particulières du cas, il se limite à une approche essentiellement financière, insatisfaisante, de la question. Une marge de manœuvre existe certainement encore pour développer une politique cantonale respectueuse des deux principes.

La I<sup>ère</sup> Cour a par ailleurs rendu ses premiers arrêts, suite à la modification du code de procédure qui lui attribue la compétence de traiter les recours dans le domaine des bourses et autres subsides. Reposant souvent sur des directives internes et réservant un vaste pouvoir d'appréciation à l'autorité, ces affaires se révèlent, selon les

cas, à la limite de la justiciabilité. L'intervention du Tribunal se concentre surtout sur le respect des principes constitutionnels (notamment l'égalité de traitement) et des règles de procédure.

En ce qui concerne les mesures de contrainte en matière de police des étrangers, la baisse enregistrée en 2000 dans les cas soumis au contrôle judiciaire se confirme en dépit de l'affaire dite "des sans-papiers".

### **C. II<sup>e</sup> Cour administrative**

Le nombre des nouvelles affaires enregistrées (97) a diminué légèrement par rapport aux années précédentes (2000: 110; 1999: 109). 21 causes relevaient du domaine des marchés publics (2000: 26; 1999: 27). Il est à souligner, à cet égard, que la majorité des décisions d'adjudication n'est pas motivée ou, tout au plus, de façon très rudimentaire. Comme le délai de recours n'est que de 10 jours, le recourant ne peut souvent pas tenir compte, par manque de temps, d'une motivation ultérieure de la décision, au moment de la rédaction du mémoire de recours. L'autorité adjudicataire doit par conséquent savoir que, dans ces cas, un deuxième échange d'écritures doit être ordonné et que les frais de procédure pourraient être mis à sa charge, même si le recourant succombe sur toute la ligne.

### **D. III<sup>e</sup> Cour administrative**

La III<sup>e</sup> Cour, saisie à 169 reprises, a vu son volume d'affaires se stabiliser, de sorte que le nombre de procédures pendantes a pu diminuer de façon notable.

Dans son activité, elle a été amenée à constater que la loi cantonale d'application de la loi fédérale sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes, en particulier, repose sur des bases légales fédérales qui ont été abrogées. Ces dernières ont été remplacées, depuis le 1er janvier 1999, par les dispositions légales découlant de la nouvelle loi cadre sur l'agriculture, laquelle devrait induire certaines modifications législatives au niveau cantonal. Il ne peut être exclu que la situation actuelle, si elle perdure, puisse soulever des difficultés.

La III<sup>e</sup> Cour a également eu à relever que la refonte partielle de la loi fédérale sur l'asile, entrée en vigueur le 1er janvier 1999 en matière d'assistance notamment, comporte des incidences sur la loi cantonale sur l'aide sociale. En effet, l'aide sociale accordée aux réfugiés, à qui l'asile est accordé depuis moins de cinq ans, n'est plus en principe de la compétence directe de la Confédération mais des cantons où ceux-ci séjournent.

### **E. Cour fiscale**

Le nombre des nouvelles affaires inscrites correspond

approximativement à la situation de l'année précédente. Dans ces conditions favorables, il a été possible de réduire notablement les retards dans le traitement des procédures en suspens.

D'un autre côté, le président et les greffiers-rapporteurs de la Cour fiscale ont continué à traiter des affaires en matière d'assurance-chômage.

## **F. Cour des assurances sociales**

Toujours aussi chargée de dossiers de plus en plus lourds et compliqués, surtout en matière d'assurance-invalidité et d'assurance-accidents, la Cour des assurances sociales a néanmoins poursuivi, avec succès, ses efforts de liquidation.

Pour la deuxième année consécutive, elle est parvenue, en effet, à diminuer le nombre total des causes en suspens. Cela montre ainsi que les moyens financiers mis à sa disposition, en l'absence actuelle des modifications légales structurelles urgentes sollicitées, s'avèrent plus qu'indispensables. Utilisés avec la plus extrême rigueur, ils doivent absolument continuer à être octroyés au risque inévitable de nouvelles graves difficultés, incompatibles avec les exigences d'une saine administration de la justice en ce domaine.

## **G. Statistiques**

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de liquidation, nous vous prions de vous référer à la partie statistique du présent rapport.

## **III. DIVERS**

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

Le juge *Michel Wuilleret* a été nommé par le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg comme Juge d'instruction extraordinaire dans deux affaires, suite à la récusation de tous les juges d'instruction ordinaires, eu égard à l'identité des personnes dénoncées.

### **Formation continue**

Les juges et les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal administratif ont suivi différents séminaires et cours. Le Tribunal a notamment mis sur pied, en collaboration avec l'Office du personnel de l'Etat, un cours traitant de questions choisies en matière de flux financiers et de technique comptable pour juristes, qui a débuté au

début 2002.

## **Informatique**

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue ([www.fr.ch/tad](http://www.fr.ch/tad)) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public des décisions revêtant un intérêt public prépondérant ainsi que des communiqués relatifs à son activité et d'assurer l'information des médias. La fréquence de consultation du site est passée à 6'500 fois par mois.

## **I. PERSONELLES**

### **A. Richterinnen und Richter**

Im Verwaltungsbericht 1999 wurde angekündigt, dass die Präsidenten der allgemeinen Gerichtshöfe inskünftig ihr Amt für zwei Jahre ausüben. Seit dem 1. Januar 2002 werden der I. Gerichtshof von Verwaltungsrichterin *Gabrielle Multone*, der II. Hof von Verwaltungsrichter *Michel Wuilleret* und der III. Hof von Verwaltungsrichterin *Marianne Jungo* präsidiert. Die neuen Präsidenten werden ihr Amt wiederum während zwei Jahren bekleiden.

Für den auf den 30. Juni 2001 als Ersatzbeisitzer des Sozialversicherungsgerichtshofs zurückgetretenen *Gabriel Jelk* wählte der Grosse Rat am 6. April 2001 *Bruno Boschung*; Amtsantritt war der 1. Juli 2001. Aus Altersgründen reichte *Maurice Gremaud*, Ersatzbeisitzer des Steuergerichtshofs, ebenfalls seinen Rücktritt ein. Als Nachfolger wählte der Grosse Rat am 20. Juni 2001 *Jean-Marc Vionnet*, der sein Amt am 25. Juni 2001 antrat.

### **B. Gerichtsschreiberei**

Im Jahr 2001 haben mehrere Gerichtsschreiber-Berichterstatter das Verwaltungsgericht verlassen, um bei der Bundesverwaltung oder beim Bundesgericht einer neuen Tätigkeit nachzugehen:

*Claude Schenker*, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof ist auf den 19. Juni 2001 zurückgetreten, um das Amt des persönlichen Mitarbeiters des Vorstehenden der Direktion für Völkerrecht in Bern zu übernehmen.

*Claude-Emmanuel Dubey*, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Steuergerichtshof trat auf den 30. Juni 2001 zurück. Nach sechseinhalb Jahren im Dienst dieser kantonalen Gerichtsbehörde hat er sich entschlossen, eine neue berufliche Herausforderung als



Gerichtsschreiber beim Bundesgericht in Lausanne anzunehmen. Als Nachfolgerin wurde *Elisabeth Rime Rappo*, Gerichtsschreiberin beim Verwaltungsgericht des Kantons Waadt und ehemalige Juristin während 14 Jahren bei der kantonalen Steuerverwaltung des Kantons Freiburg angestellt.

*Antonio Fossetti*, der am 1. Juli 2001 als Nachfolger von Claude Schenker als Gerichtsschreiber-Berichterstatter angestellt worden war, verliess das Verwaltungsgericht bereits nach kurzer Zeit, um ab dem 1. Oktober 2001 dem Ruf in die Eidgenössische Bankenkommision zu folgen.

Das Verwaltungsgericht hat auf den 12. November 2001 *Marjorie Jaquet*, Juristin beim Bau- und Raumplanungsamt des Kantons Freiburg als neue Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof angestellt.

Diese Personalwechsel haben dazu geführt, dass die Stellen während einigen Monaten unbesetzt blieben. Zudem war zur Einarbeitung der neuen Mitarbeiter und zur Übernahme der hängig gebliebenen Verfahren auch eine gewisse Übergangszeit nötig.

Im Rahmen der zum Abbau der hängigen Fälle aus früheren Jahren (vgl. dazu die letzten Tätigkeitsberichte) getroffenen Massnahmen wurde dem Verwaltungsgericht im Jahr 2001 ein Sonderkredit zur vorübergehenden Anstellung von zusätzlichen Mitarbeitern zugesprochen. So konnte das Arbeitsverhältnis von *Marc Boivin* zu 70% um ein Jahr verlängert und *Elena Olivera* zu 50% angestellt werden. Zudem konnte das Arbeitspensum von *Arthur Lehmann* und *Claude Schenker* vorübergehend aufgestockt werden. Alle vier haben als Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof geamtet.

*Johannes Frölicher*, Gerichtsschreiber-Berichterstatter zu 50% beim Sozialversicherungsgerichtshof, wurde vom Bundesrat auf den 1. Januar 2001 für eine neue Amtsperiode als Vizepräsident der Eidgenössischen Rekurskommission für die Unfallversicherung wieder gewählt. Weiterhin wurde er am 19. Dezember 2001 ebenfalls vom Bundesrat auf den 1. Januar 2002 als Richter in die per 1. Januar 2002 neu geschaffene Eidgenössische Rekurskommission für Heilmittel gewählt.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben *Marc Sugnaux*, *Claudio Buchs* und *Giuliana Piselli* ein Gerichtspraktikum gemacht.

### **C. Sekretariat**

Nach der Geburt ihres ersten Kindes hat *Sylvie Rolle* ihre Berufstätigkeit auf 50% reduziert. Ihre vollamtliche Stelle als Verantwortliche der Rezeption wurde von *Martine Arm* übernommen, welche bereits zu 50% als Sekretärin tätig war. Des Weiteren wurde Sylvie Rolle anschliessend an ihren Mutterschaftsurlaub auf eigenen Wunsch ein unbezahlter Urlaub von fünf Monaten gewährt, damit sie sich um ihr Kind kümmern könne.

Diese längere Abwesenheit konnte dank der vorzeitigen Erhöhung des Arbeitspensums von Martine Arm, der Unterstützung durch *Manuela Hain*, zweisprachige Sekretärin zu 20%, der Mitarbeit der beiden Lehrlinge, welche sich im zweiten bzw. letzten Lehrjahr befanden, und eines bei der Kanzlei beschäftigten Arbeitslosen überbrückt werden.

Das Verwaltungsgericht hat weiterhin am Hilfsprogramm des Staates zu Gunsten der Arbeitslosen teilgenommen und zwei solche Mitarbeiter in seiner Gerichtskanzlei eingesetzt. Nach Abschluss ihres Praktikums konnte bereits eine dieser Personen (über 50 Jahre alt) wieder eine feste Arbeitsstelle finden. Von den Arbeitslosen, die bisher ein solches Programm beim Verwaltungsgericht absolviert haben, konnten somit bisher alle, unbeachtet ihres Alters wieder eine berufliche Tätigkeit aufnehmen. Die Teilnahme an dieser Massnahme stellt sowohl für die Betroffenen als auch für das Gericht, welches dadurch gleichzeitig über zusätzliche qualifizierte und motivierte Arbeitskräfte verfügen kann, eine sehr positive Erfahrung dar.

## **II. GERICHTSTÄTIGKEIT**

### **A. Allgemeine Bemerkungen**

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsgericht im Jahr 2001 eingetragenen Angelegenheiten (1218 Einträge) hat im Vergleich zum Vorjahr (1426 Einträge) um 14,6% abgenommen.

Markante Rückgänge sind insbesondere beim III. Hof (-27%) und im Sozialversicherungsgerichtshof (-14%) festzustellen. Immerhin gab es im Sozialversicherungsgerichtshof 656 Eingänge, was, wie schon in den vorangegangenen Jahren, mehr als die Hälfte (54%) der dem Verwaltungsgericht insgesamt unterbreiteten neuen Angelegenheiten ausmacht.

Auch im Berichtsjahr übersteigen die Erledigungen (1436 Entscheide) die Neueingänge. Das bedeutet zwar einen Rückgang im Vergleich zum Jahre 2000 um 10 %. Aber es konnten einige grosse Verfahren abgeschlossen werden. Von den erledigten Angelegenheiten stammten 171 noch aus dem Jahr 1999, 43 aus dem Jahre 1998 und 24 von noch früher.

Weitere detaillierte Angaben über die Tätigkeit der einzelnen Höfe des Gerichts sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

Trotz der Abnahme der neuen Eingänge bleibt die Geschäftslast hoch, was zu Einbussen in der Qualität der gerichtlichen Beurteilung der Fälle führen kann. Denn es wird vom Gericht eine speditive Abwicklung der Verfahren erwartet. Bei der hohen Anzahl der Dossiers kann dabei aber eine vertiefte Auseinandersetzung mit den aufgeworfenen Rechtsfragen zu kurz kommen. Eine Entlastung für das Gericht würde, wie schon mehrfach gefordert, die Einführung des Systems des Kostenvorschusses und die Erweiterung der Zuständigkeit der Präsidenten der Gerichtshöfe als Einzelrichter bringen.

## **B. I. Verwaltungsgerichtshof**

Im Berichtsjahr hatte sich der I. Verwaltungsgerichtshof in besonderer Weise mit dem Rechtsbereich Schule und Bildung zu befassen. Die Frage des Schulkreiswechsels aus sprachlichen Gründen hat die Schwierigkeiten zu Tage gebracht, das Territorialitätsprinzip in Sachen Sprachen mit dem Grundsatz der Sprachenfreiheit in Einklang zu bringen. In dieser Hinsicht stellt der Bundesgerichtsentscheid vom 2. November 2001, der einen Entscheid des Verwaltungsgerichts aufhob, keine definitive Antwort auf dieses Problem dar, da er sich unter Hinweis auf die besonderen Umstände des Falles auf eine vorwiegend finanzielle und damit unbefriedigende Betrachtung der Frage beschränkt hat. Es besteht daher gewiss noch ein Handlungsspielraum, um eine kantonale Politik zu entwickeln, die beiden Grundsätzen genügend Rechnung trägt.

Der I. Hof hat andererseits nach der Änderung des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege, welche ihm die Zuständigkeit in Sachen Stipendien und anderer Subventionen übertragen hat, die ersten Entscheide auf diesem Gebiet gefällt. Diese Angelegenheiten erweisen sich wegen der internen Richtlinien, auf welchen die Verfügungen oft beruhen, und wegen des grossen Ermessensspielraums, der den Behörden darin eingeräumt wird, an der Grenze der Gerichtsbarkeit. Das Verwaltungsgericht hat sich bei der Beurteilung dieser Fälle daher vor allem auf die Achtung der Verfassungsgrundsätze (namentlich der Rechtsgleichheit) und auf die Beachtung der Verfahrensvorschriften konzentriert.

In Sachen Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts hat sich die im Jahr 2000 verzeichnete Abnahme der einer richterlichen Beurteilung unterbreiteten Fälle, trotz der sogenannten Affäre der "Papierlosen", bestätigt.

## **C. II. Verwaltungsgerichtshof**

Die Gesamtzahl der Neueingänge (97) ist im Vergleich zu den Vorjahren (2000: 110; 1999: 109) leicht zurückgegangen. 21 Fälle betrafen das öffentliche Beschaffungswesen (2000: 26; 1999: 27). Hier ist festzustellen, dass die meisten Zuschlagsentscheide nicht oder gegebenenfalls nur sehr rudimentär begründet sind. Da die Rechtsmittelfrist lediglich zehn Tage beträgt, kann ein Beschwerdeführer eine nachträgliche Begründung aus zeitlichen Gründen für das Abfassen seiner Beschwerdeschrift kaum noch verwerten. Die Vergabebehörde muss deshalb wissen, dass in solchen Fällen ein zweiter Schriftenwechsel durchgeführt werden muss und dass ihr unter Umständen selbst bei vollständigem Unterliegen des Beschwerdeführers Kosten auferlegt werden können.

## **D. III. Verwaltungsgerichtshof**

Der III. Verwaltungsgerichtshof, der in 169 Fällen angerufen wurde, stellte eine Stabilisierung seiner Arbeitslast fest und konnte die Anzahl der hängigen Verfahren daher merklich abbauen.

Dieser Gerichtshof musste bei seiner Tätigkeit feststellen, dass das kantonale Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft auf einer bundesgesetzlichen Grundlage beruht, welche inzwischen abgeschafft worden ist. Seit dem 1. Januar 1999 wurde diese durch die gesetzlichen Bestimmungen des neuen Rahmengesetzes über die Landwirtschaft ersetzt, welches auch auf kantonaler Ebene einige Gesetzesänderungen verlangt. Sollte diese Situation weiter andauern, ist nicht auszuschliessen, dass sich daraus Schwierigkeiten ergeben könnten.

Der III. Hof hatte auch hervorzuheben, dass die am 1. Januar 1999 in Kraft getretene Teilrevision des Asylgesetzes Auswirkungen auf das kantonale Sozialhilfegesetz hat. In der Tat ist die den Flüchtlingen, denen seit weniger als fünf Jahren Asyl gewährt wurde, zugesprochene Sozialhilfe nicht mehr direkte Zuständigkeit des Bundes, sondern ihres Aufenthaltskantons.

### **E. Steuergerichtshof**

Die Anzahl der neu eingereichten Beschwerden entspricht in etwa der Situation des Vorjahres. Unter diesen günstigen Umständen war es möglich, die Rückstände in der Behandlung der hängigen Dossiers weitgehend abzubauen.

Zudem haben der Präsident und die Gerichtsschreiber-Berichterstatter des Steuergerichtshofs weiterhin auch Beschwerden des Sozialversicherungsgerichtshofs im Bereich der Arbeitslosenversicherung behandelt.

### **F. Sozialversicherungsgerichtshof**

Der Sozialversicherungsgerichtshof hat nach wie vor eine sehr grosse Arbeitslast zu bewältigen, namentlich weil die zu behandelnden Fälle in Sachen Invaliden- und Unfallversicherung umfangreicher und schwerer geworden sind. Trotzdem hat der Hof seine Bemühungen zum Abbau seiner Rückstände mit Erfolg weiterverfolgt.

Zum zweiten aufeinander folgenden Jahr hat er die Gesamtzahl der hängigen Fälle reduzieren können. Dies beweist, dass die ihm zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel - mangels dringend verlangter struktureller Gesetzesänderungen - unerlässlich sind. Diese, mit grösster Sorgfalt verwendeten Mittel müssen deshalb unbedingt weitergewährt werden, um neue, bedeutende und mit einer gesunden Justizverwaltung unvereinbare Schwierigkeiten zu vermeiden.

### **G. Statistiken**

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

### III. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich welcher Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt und Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt wurden.

Verwaltungsrichter *Michel Wuilleret* wurde vom Kantonsgericht des Staates Freiburg in zwei Angelegenheiten zum ausserordentlichen Untersuchungsrichter ernannt, nachdem sämtliche ordentlichen Untersuchungsrichter wegen der Identität der Beteiligten in den Ausstand getreten waren.

#### Weiterbildung

Die Richter und die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Verwaltungsgerichts haben verschiedene Seminare und Kurse besucht. Das Gericht hat in Zusammenarbeit mit dem Personalamt des Staates namentlich einen Vertiefungskurs über besondere Fragen des Finanz- und Buchhaltungswesens für Juristen organisiert, der anfangs 2002 begonnen hat.

#### Informatik

Dank einer zweisprachigen Internet-Site ([www.fr.ch/tad/de](http://www.fr.ch/tad/de)) kann das Verwaltungsgericht sehr schnell die Öffentlichkeit über Entscheide informieren, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Die Information der Medien ist somit gewährleistet. Die Besuchsfrequenz auf dieser Site liegt bei 6'500 Einstiegen pro Monat.

- [Rapport du Tribunal administratif - partie statistique](#)  
[Bericht des Verwaltungsgerichts - statistischer Teil](#)
- [Autres autorités de la juridiction administrative](#)  
[Andere Behörden der Verwaltungsjustiz](#)